



## Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901  
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES  
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le 14 septembre 2010

### **ONU : La reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes : Première condition pour atteindre les Objectifs du Développement**

Olga Trostiansky, présidente de la CLEF et Michèle Vianès, présidente de Regards de Femmes

En 2000, l'ONU a défini 8 objectifs pour 2015 concernant le développement durable mondial : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres pandémies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Constatant le risque de ne pas atteindre les objectifs fixés, le Secrétaire général de l'ONU a demandé aux Etats de se réunir en Sommet à New York du 20 au 22 septembre afin de permettre une accélération des progrès en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). 150 chefs d'Etat et de gouvernements sont attendus à New York. Le Président de la République française a annoncé sa présence. **Il est indispensable que la voix de la France porte des exigences très fortes en matière de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde.**

**Promouvoir « l'égalité et l'autonomisation des femmes » (objectif 3) est non seulement un objectif en soi mais aussi la condition de réussite des autres objectifs du Millénaire** : il permet d'éviter une plus grande paupérisation des femmes et de leurs familles. Ceci entraînera une avancée significative pour « assurer l'éducation primaire pour tous, y compris les filles » (objectif 2) « réduire la mortalité maternelle et infantile » (objectifs 4 et 5), « réduire l'extrême pauvreté et la faim » (objectif 1) et combattre le VIH/SIDA.

La France doit s'exprimer fortement sur trois questions. Elle doit ainsi **dénoncer les traditions néfastes et leurs répercussions sur la santé des femmes**. Justifiées sous prétexte de coutumes ou de religions, un grand nombre de traditions néfastes empêchent l'égalité entre les femmes et les hommes de se réaliser et interdisent toute autonomie des femmes. Ainsi, la moindre « valeur » accordée aux filles dans certaines régions d'Asie (et dans les diasporas) se manifeste avant la naissance par des avortements sélectifs (particulièrement nombreux dans les milieux favorisés ayant accès à l'échographie).

La surmortalité féminine, notamment des fillettes, qui reçoivent moins de soins que les garçons à la naissance, ou l'absence d'état civil pour 15% de filles dans les pays en développement démontrent la transmission par les familles des inégalités entre les sexes, contraires à l'éthique et à la raison.

Si la fillette a survécu, son parcours de vie est semé d'embûches violentes : mutilations sexuelles, mariages et grossesses précoces, violences relative à la dot et crimes « d'honneur ».

La France devra également rappeler qu'il est nécessaire d'**assurer l'éducation pour toutes les filles**. Aujourd'hui, dans le monde, 2/3 des illettrés sont des femmes. Chaque année 115 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école dont 62 millions de fillettes.

Les enfants, filles et garçons de mères illettrées, sont les plus nombreux à ne pas être scolarisés. Pour sortir de la spirale infernale de la pauvreté, il est indispensable d'attaquer les inégalités à la racine et de favoriser l'éducation des filles. Des femmes ayant été scolarisées ont plus de chance d'éviter mariage et grossesses précoces, de permettre à leurs enfants d'être eux-mêmes scolarisés et mieux soignés.

Enfin, il est indispensable de tout mettre en œuvre pour **prémunir les femmes du VIH/SIDA et de ses conséquences**. Ces deux dernières années le nombre de filles et de femmes séropositives a augmenté dans toutes les régions du monde, en particulier en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique latine. 14 millions d'enfants sont orphelins à cause du sida. En dépit de l'existence et la commercialisation du préservatif féminin sur le continent africain, les femmes rencontrent des difficultés pour se le procurer et l'utiliser.

La féminisation de l'épidémie met en relief les inégalités liées au sexe : confrontées au viol, à la violence domestique et aux mutilations sexuelles, de nombreuses femmes contractent chaque année le virus. Leur nombre dépasse celui des hommes contaminés.

Dans un grand nombre de pays où la pandémie se propage, les femmes adultes sont toujours juridiquement des mineures et ne peuvent être propriétaires de terres ou d'autres biens ni en hériter. Cette situation contribue à la paupérisation des veuves et orphelins du sida et montre combien il est urgent de procéder à une révolution pour faire respecter les droits des femmes.

Par ailleurs, pour plus d'efficacité dans la lutte contre le VIH il est urgent de développer tant des essais cliniques spécifiques que de traitements pour les femmes, car les effets secondaires diffèrent radicalement entre les femmes et les hommes.

L'entité « ONU femmes », créée le 2 juillet dernier, pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ne sera pleinement efficace que si elle aide à la propagation des principes universels de liberté, d'égalité et de laïcité. **La France devra affirmer ces principes pour que le sommet de New York soit une réussite.**